

Forum : Forum Citoyen sur la Gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom de la Citoyen.ne : Margarita Rizos

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concernée par le sujet ?

Je m'appelle Margarita Rizos, je suis une jeune femme afghane de 21 ans. J'ai grandi en Afghanistan où j'ai vécu dans l'ombre, loin d'envisager un avenir.

En août 2021, lors de la prise de pouvoir des talibans, le pouvoir a été concentré entre les mains d'un groupe de dirigeants après le retrait des forces américaines et de l'OTAN. À la suite de cela, un mouvement de gouvernance ultra-extrémiste, qui décide seul, par décrets, sans aucune consultation ni contre-pouvoir, a mené à de sévères restrictions des droits des femmes. Il est important de noter que toutes sortes d'opportunités éducatives ont été restreintes et que les femmes devaient être accompagnées d'un membre masculin. Le droit au travail a également été limité pour les femmes. Selon la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de nombreuses femmes ont été tuées ou blessées au cours des six premiers mois de 2021 dans les violences commises par les talibans et d'autres groupes. En tant qu'activiste féministe, j'ai dû fuir mon pays ; je vis aujourd'hui réfugiée au Royaume-Uni, où je poursuis mon engagement pour les femmes que j'ai laissées derrière moi.

Du point de vue personnel, je reste en lien avec quelques amies et ma sœur qui essaient de survivre à ce régime intense, et les médias que je consulte me confirment ce qu'elles me décrivent. Selon le dernier Gender Alert d'ONU Femmes (2025), 75 % des Afghanes déclarent n'avoir aucune influence sur les décisions prises dans leur propre communauté. Les talibans ont également restreint la liberté d'expression, notamment dans les médias, en arrêtant arbitrairement et en torturant des journalistes et d'autres détracteurs. Un exemple serait mon amie proche Nadia Anjuman, une poète de 25 ans qui a été assassinée pour s'être exprimée.

Cependant, après avoir trouvé refuge au Royaume-Uni, j'ai eu la possibilité de m'exprimer sur ces sujets, comme mes amies activistes au sein de l'organisation Action for Afghanistan Coalition. C'est pour cette raison que je souhaite qu'un jour, en Afghanistan, il y ait un gouvernement plus horizontal et moins extrémiste, qui n'abusera pas de son pouvoir. Selon moi, chaque femme mérite de se faire entendre et ne doit pas être traitée comme si son existence était une offense.

C'est pour cette raison que je suis persuadée que cette absence totale d'horizontalité, plus que n'importe quel autre facteur isolé, explique la vitesse et l'ampleur de la régression des droits des femmes depuis 2021.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je suis en faveur d'une gouvernance horizontale : un mode de gouvernance sans hiérarchie concentrant tout le pouvoir, mais dans lequel celui-ci est partagé par le peuple du pays, à l'opposé du modèle vertical que j'ai connu en Afghanistan.

Concrètement, je pense que se faire entendre et s'émanciper est essentiel.

Rejoindre des organisations, des associations communautaires et des réseaux de la diaspora qui luttent contre la répression en Afghanistan et défendent les droits humains permettrait d'utiliser efficacement la liberté d'expression.

Il existe plusieurs réseaux, comme Women's Rights Network (WRN) - Afghanistan. Il y a aussi Womankind Worldwide : basée à Londres, cette organisation internationale soutient directement les militantes. Enfin, IKWRO (Women's Rights Organisation) est une ONG qui protège les femmes, lutte contre les violences fondées sur le genre et propose un soutien psychologique au Royaume-Uni. Ces organisations peuvent être efficaces pour permettre de prendre des décisions collectivement.

Je propose également de développer des budgets participatifs. Ce dispositif, utilisé notamment à Porto Alegre au Brésil, montre que les habitants peuvent participer directement aux décisions concernant une partie du budget public. Des expériences à plus petite échelle, comme en France, montrent aussi que cette forme de participation peut fonctionner dans une communauté locale. En tant qu'activiste féministe afghane réfugiée au Royaume-Uni, je pourrais adapter cette idée à l'Afghanistan en m'appuyant sur les associations de la diaspora et les réseaux de femmes afghanes. Nous pourrions commencer à petite échelle en créant des fonds participatifs au sein de communautés ou d'associations : les femmes pourraient proposer des projets, discuter ensemble des priorités et voter pour l'utilisation des fonds, par exemple pour l'éducation, la santé ou la protection des femmes. Ainsi, je ne me contenterais pas de défendre la gouvernance horizontale en théorie : je contribuerais concrètement à donner aux femmes afghanes une place dans la prise de décision.

Il est aussi nécessaire que les responsables rendent des comptes ; sans limites au pouvoir, rien n'oblige un gouvernement vertical à changer. Les mécanismes internationaux peuvent contribuer à documenter les violations et à identifier leurs responsables. À mon échelle, en tant qu'activiste, je pourrais soutenir ces mécanismes en travaillant avec les associations de la diaspora pour recueillir et transmettre, avec leur accord et en protégeant leur sécurité, les témoignages de femmes afghanes aux organisations compétentes. Je pourrais également sensibiliser l'opinion publique et interpeller les institutions internationales afin que la situation des femmes afghanes reste visible. Mon rôle serait donc de créer un lien entre les femmes qui ne peuvent pas s'exprimer librement en Afghanistan et les organisations capables de faire entendre leurs témoignages au niveau international.

En résumé, je suis en faveur d'une gouvernance horizontale en Afghanistan afin de favoriser un meilleur partage du pouvoir. À mon échelle, je peux agir avec les associations de la diaspora, soutenir la participation des femmes à des projets collectifs et transmettre leurs témoignages aux organisations compétentes. Ces actions permettraient de commencer, même à petite échelle, à redonner une place aux femmes afghanes dans les décisions qui concernent leur avenir.